

## ENQUÊTE PERIODIQUE AUPRÈS DES MENAGES 2005 RESULTATS PROVISOIRES

### POLICY BRIEF

Mars 2006

---

#### 1. Contexte

Dans le cadre du suivi des futurs impacts de la mise en œuvre du programme *Millenium Challenge Account*, en cohérence avec le suivi de la mise en œuvre des stratégies et programmes de réduction de la pauvreté, une Enquête auprès des Ménages vise à apporter des informations à jour sur les conditions de vie des ménages. En particulier, il s'agit de mesurer les indicateurs de consommation, premier déterminant du bien être matériel, au niveau national, régional et par milieu. La série d'Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) est la seule série d'enquêtes multi thèmes, temporelles et de représentativité nationale qui sert d'outil de mesure des conditions de vie des ménages, des causes et corollaires de ces conditions de vie. De plus, les sections des questionnaires de l'EPM lui attribuent l'**exclusivité sur la confection des indicateurs de pauvreté à l'aide des méthodes internationalement comparables**. Par rapport à celles qui la précèdent, **les résultats issus de l'EPM 2005 sont significatifs et "représentatifs"**, au niveau de chacune des 22 régions nouvellement délimitées.

#### 2. Echantillonnage

Les contraintes techniques, financières et temporelles conduisent à l'approche par échantillonnage aréolaire à deux niveaux. En premier lieu, on a choisit les localités à visiter et en second lieu, les ménages à enquêter dans chacune de ces localités. Néanmoins, afin d'assurer la représentativité des données, ces choix ont été aléatoires. De plus, l'échantillonnage a considéré 44 strates a priori, à savoir les croisements des 22 régions et deux milieux (urbain et rural). La taille de l'échantillon est de 561 localités (aussi bien urbaines que rurales, réparties de la région DIANA à la région ANOSY). Dans chaque localité, après le dénombrement des ménages, les équipes d'agents de terrain ont sélectionné d'une façon aléatoire 21 ménages pour interviews individuels et ont mené un entretien communautaire.

La quasi-totalité de la collecte de données sur terrain a eu lieu du 05 septembre 2005 au 10 novembre 2005. A cause des risques d'insécurité ou des durées d'accès excessivement élevées qui risquent d'amplifier le retard de l'ensemble des activités de l'EPM 2005, 13 localités ont dû être remplacées. En ce qui concerne l'échantillon de ménages, leur taux de remplacement, pour cause de refus ou d'absence prolongée est de 6,53%. Pour une question qui se répond par "oui" ou bien "non", pour une enquête auprès de 11 781 ménages, la précision a priori d'un indicateur de proportion est aux environs de 0,90% si on a appliqué un tirage aléatoire simple et si le taux attendu est de 50%.

#### 3. Démographie

Selon les données collectées lors de l'EPM 2005, un peu moins de 8 individus sur 10 résident en milieu rural. Viennent ensuite les chefs lieu de districts (Autres que les Grands Centres Urbains) avec une proportion de 12,1%. Un individu sur 10 s'installe dans les Grands Centres Urbains. En totalité, les urbains représente 22% de la population. La distribution de la population par régions montre qu'Analamanga héberge un peu moins de 15 individus sur 100. Les régions de Melaky, Ihorombe, Betsiboka et DIANA contiennent chacune moins de 2% de l'ensemble des habitants. Vakinankaratra, Mahatsiara Ambony, Vatovavy Fitovinany, Atsinanana, Sofia et Atsimo Andrefana sont chacune le lieu de résidence de 5% à 9% de la population. Un individu sur cinq est âgé de 5 ans ou moins. De plus la moitié de la population a moins de 20 ans. Les personnes en âge de retraite (du moins pour le cas de l'administration publique) représentent environ 4% de la population. En terme d'effectifs de la population, la parité homme – femme est plus ou moins "équilibrée". La proportion de femmes se situe à 50,6%.

En moyenne, un ménage malgache comporte 4,9 personnes. A un seuil de confiance de 95% cet indicateur est contenu entre 4,78 et 4,92. Les ménages malgaches sont en majorité des "familles nombreuses". Il n'y a qu'un ménage sur

cent qui est composé d'une seule personne. 6 ménages sur 10 comportent 4 à 7 personnes. Un peu moins de 9% des ménages (9,8% en milieu rural) sont constitués de plus de 10 personnes.

Les femmes Malgaches dirigent 18,9% des ménages. Ce taux atteint 1 sur 5 en milieu urbain. En terme d'individus ces femmes CM dirigent 14% de la population. Selon la répartition par Groupe socioéconomique du Chef de ménage(CM), 15% des femmes CM sont des travailleurs indépendants contre 7,3 chez les hommes. Par ailleurs 11% d'entre elles sont inactives ou en chômage (3% chez les hommes CM). En tabulant l'ensemble des chefs de ménage par situation matrimoniale, on constate que dans l'ensemble, 4 sur 5 d'entre eux ont un conjoint (ou "plus"). Par ailleurs l'accession des femmes au poste de CM serait possible lorsqu'elles restent encore célibataires ou quand le mari n'est plus membre du ménage.

Le ratio de dépendance est en relation négative avec le décile de consommation. S'il atteint de 135,9 chez les individus les plus pauvres, pour les ménages du décile plus riche, il y a deux personnes potentiellement actives pour une personne potentiellement inactive. De plus, au vu des intersections des intervalles de confiance, les différences entre deux déciles sont significatives dans la plupart des cas.

Un CM sur quatre est classé sans instruction (n'ayant pas effectué 4 années d'instruction réussies). Cette proportion est de 15,4% en milieu urbain contre 25,7% en milieu rural. La majorité des CM (58,4%) ont un niveau primaire. Il n'y a que 4,4% des CM qui ont un niveau supérieur. Cette même proportion est en milieu urbain le sextuple de celle du milieu rural.

#### **4. Migration**

Les malgaches sont en général un peuple sédentaire. La proportion des malgaches ayant migré est de 7,8% seulement. Ce taux est largement plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. Elle est particulièrement élevée dans les grandes agglomérations telles qu'à Analamanga Urbain ou au Boeny Urbain. Cela se justifie par le fait que les grandes villes attirent les mains d'œuvres "sous-exploitées" des milieux ruraux.

#### **5. Emploi**

Le taux d'activité à Madagascar est de 64,6% en 2005. Il s'élève à plus de 88% si l'on considère la tranche d'âges de 15 à 64 ans. Cet indicateur montre ainsi une volonté assez importante de la population à participer à la vie économique du pays. Quatre régions se démarquent des autres régions par un niveau relativement élevé du taux d'activité : 77% pour Androy, 75% pour Melaky, 73% pour Ihorombe et 72% pour Vakinankaratra.

Le taux d'activité des enfants de 6 à 14 ans atteint 20%. La proportion des enfants dans la population active est loin d'être négligeable, de l'ordre de 10%. Cette pression de l'offre de travail des enfants atteint son maximum dans la région d'Androy, où plus du quart des actifs ont moins de 15 ans.

Tel qu'il est défini par le BIT, le chômage ne constitue pas un problème majeur sur le marché du travail à Madagascar avec le faible taux de chômage de 2,8% en 2005 (2,6% si l'on ne considère que les individus de 15 à 64 ans). Le véritable problème sur le marché du travail à Madagascar est le sous-emploi. Cette notion de sous-emploi a été conçue pour apprécier l'utilisation non optimale de la capacité du travail. En travaillant moins de 35 heures par semaine contre leur gré, plus de 25,2% des actifs occupés à Madagascar sont touchés par ce qu'on appelle sous-emploi lié à la durée du travail (24,6% pour les actifs occupés âgés de 15 à 64 ans). Cette forme de sous-emploi est plus répandue dans les régions de Vakinankaratra, d'Itasy et de Atsimo Atsinanana, où respectivement plus de 45%, 34% et de 33% des travailleurs sont concernés.

Les autres formes de sous-emploi n'ayant pas des liens directs avec la durée de travail telles que les conditions de travail inappropriées, l'inadéquation formation-emploi, la faiblesse du niveau de rémunération sont englobées dans ce qu'on appelle les situations d'emploi inadéquat. Elles affectent plus de 42,5% des actifs occupés à Madagascar en 2005. Dans la région d'Amoron'i Mania, ces formes de sous-emploi touchent plus de 84% des actifs occupés. A Vakinankaratra, Atsimo Atsinanana et Itasy, plus de six actifs sur dix sont concernés.

Plus de 86% des emplois créés à Madagascar sont des emplois non salariés. Le taux de salarisation est de 13,4% en 2005. Le salaire annuel moyen est évalué à 991 000 Ar, soit 82 600 Ar par mois. Au niveau des régions, c'est dans les régions d'Atsinanana, d'Analamanga et de la Sava que les activités salariales sont les mieux rémunératrices. Les salaires moyens y atteignent respectivement 1 336 000 Ar, 1 319 000 Ar et de 1 310 000 Ar par an. Par contre, dans les régions de l'Amoron'i Mania, et dans une moindre mesure, les régions de l'Itasy et de Bongolava, les salariés sont relativement moins payés et ne touchent que respectivement 398 000 Ar, 581 000 Ar et 580 000 Ar.

#### **6. Agriculture**

Parmi les ménages agricoles, environ 73,3% sont des petits exploitants (exploitant moins de 1,5Ha). Les grands exploitants (exploitant plus de 4 Ha) ne représentent que 4,5% des ménages agricoles. On note quand même les fortes proportions des moyens ou grands exploitants agricoles dans les régions de Diana, de Sofia et d'Itasy. Les régions de l'Alaotra Mangoro et du Boeny où se trouvent les principaux greniers à riz de Madagascar comptent une part plus élevée de grands exploitants par rapport à la moyenne nationale mais pas d'une manière significative.

Plus de 37,6% des ménages ont déclaré avoir cultivé du riz. Dans les régions de Sofia, plus de 84,9% des ménages pratiquent la riziculture. Dans les régions d'Alaoatra Mangoro, forte productrice de cette denrée, cette proportion n'est que de 47,8%. Près de 38% de la production rizicole sont autoconsommées et 43,6% sont réservées à la vente. L'autoconsommation est relativement élevée dans les régions d'Analamanga, d'Atsinanana, d'Analanjirifo et de Melaky. Dans la région d'Alaoatra Mangoro, plus de 43,1% de la production sont destinés à la vente et la part de l'autoconsommation n'est que de 28,7%.

## **7. Sécurisation foncière**

Le marché de la terre à Madagascar n'est pas encore développé. Plus de 84,2% des terrains agricoles sont acquis sans frais : deux tiers des terrains agricoles sont acquis par héritage, 12,4% par défrichement gratuit, 6% par donation. Seulement 13,2% des parcelles sont obtenus par achat. Il faut noter quand même que dans la région de Bongolava et du Betsiboka, l'acquisition de terrain par achat est relativement fréquente : 36% des parcelles à Bongolava et 33% à Betsiboka.

Plus de 87% des ménages malgaches ignorent les procédures légales à suivre en vue de l'acquisition de terrains domaniaux. Cette méconnaissance est quasi généralisée dans les régions du Sofia, de l'Androy, du Sud-Ouest, d'Analanjirifo et du Sud-Est où elle concerne près de 95 répondants sur 100.

Un quart des ménages n'a jamais essayé d'obtenir des titres ou de cadastres pour leurs propres parcelles. Cependant, cette proportion atteint 43% dans la région du Sud-Ouest, 40% dans le Boeny et 39% dans le Menabe. Parmi ceux qui ont déjà essayé de le faire, plus de 12,4% se sont heurtés à des problèmes. Les problèmes de titrage ou d'établissement de cadastre se reproduisent le plus souvent dans la région d'Ihorombe et dans celle d'Alaoatra Mangoro touchant respectivement plus 43% et de 29% des propriétaires.

## **8. Entreprises non agricoles**

En 2005, plus de 26,6% des ménages malgaches dirigent au moins une entreprise non agricole. Le taux est le plus élevé dans la région de Betsiboka avec 47,1%. La création d'un tel type d'entreprise est plus fréquente dans les zones urbaines. Ces entreprises sont regroupées essentiellement dans deux secteurs, à savoir le commerce et l'art et artisanat.

Le secteur des transformations ne représente que 8% de l'ensemble. Ces entreprises non agricoles sont en général des unités informelles puisque seulement 10,7% d'entre elles possèdent une carte statistique et 6,7% tiennent une comptabilité formelle. En, moyenne, chaque unité de production génère un chiffre d'affaires annuel de 2 095 000 Ariary et un revenu net annuel de 736 000 Ariary.

## **9. Transferts**

A Madagascar, 29,8% des ménages ont émis des transferts à d'autres ménages. Cette pratique est la plus fréquente dans les régions de la Haute Matsiatra et d'Amoron'i Mania où elle concerne respectivement 51,5% et 73,9% des ménages. Des régions à forte incidence de la pauvreté ont des proportions faibles comme Vatovavy Fitovinany et la Sofia.

Par ailleurs, la fréquence des transferts peut être aussi liée à la tradition des régions concernées. Par ailleurs, en ce qui concerne transferts reçus, les ménages qui ont reçu des transferts au cours de l'année 2005 représentent 26,8% de l'ensemble des ménages. Les transferts ne contribuent que très faiblement à atténuer la pauvreté. En effet, ce sont les ménages aisés qui émettent plus fréquemment des transferts dont les principaux bénéficiaires sont aussi des ménages riches.

## **10. Santé**

L'EPM 2005 a estimé un taux d'incidence des maladies de 7,2% durant les deux dernières semaines précédant l'interview. Par ordre d'importance, la fièvre ou suspicion de paludisme, les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aiguës demeurent les trois principales pathologies qui touchent la population, concernant respectivement 44%, 12% et 8% des cas enregistrés. Le taux de consultation, c'est-à-dire la proportion des malades ayant effectivement été allés vers un centre de soin, est de 40%. Le premier motif de non consultation le plus évoqué est la non gravité de la maladie ; ensuite viennent des problèmes financiers. Cependant, 72% des malades qui n'ont pu aller se faire consulter se sont administrés des médicaments, pour une valeur moyenne de 1.700 Ariary. Les CSB sont les lieux de consultation les plus fréquentés, pour plus de 60% des cas. La part du privé formel c'est-à-dire les cliniques et médecin privés avoisine 20% du nombre total des consultations. Cette part est relativement élevée dans les zones urbaines.

## **11. Education**

66% de la population malgache ont atteint au moins le niveau d'instruction primaire. Cependant, il existe un déséquilibre aux dépens des zones rurales, à cause des problèmes d'infrastructures et de la faiblesse des moyens. Ainsi, si moins d'un individu sur quatre est classé « sans instruction » en milieu urbain, le taux est deux fois plus d'un individu sur trois en milieu rural. Notons cependant qu'il n'existe pas de différence significative entre hommes et femmes. Près de 63% des individus de 15 ans et plus savent « lire, écrire et faire un petit calcul ». Si ce taux d'alphabétisation est de 76% en milieu urbain, il n'est que de 59% en milieu rural. En tête viennent les provinces d'Antananarivo, à 78%. Toliara est la province la plus défavorisée, avec seulement 38% d'alphabétisés. Pour le niveau d'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation

est de 109,3% tandis que le taux net est de 71,0%. Les différences de fréquentation scolaire entre urbains et ruraux ne sont pas très sensibles pour le niveau primaire. L'écart s'accroît à mesure que le niveau d'enseignement s'élève. En effet, les taux nets au niveau primaire sont respectivement de 76,5% et de 69,7% pour le milieu urbain et le milieu rural. Ils sont respectivement de 33,1% et 19,1% au niveau secondaire premier cycle, et de 12,5% et 1,9% au second cycle.

## **12. Habitation**

Plus de 80% des malgaches sont propriétaires de leur logement. Cette situation proportion croît à mesure que l'on s'éloigne des agglomérations urbaines. La proportion de propriétaires est de 43% seulement dans la Capitale et de 52% dans les autres grands centres urbains. Dans ces deux derniers milieux, c'est plutôt la situation de location qui est la plus rencontrée. Un ménage occupe en moyenne une superficie de 29 mètres carrés. Les valeurs les plus élevées concernent les villas de type moderne, avec une moyenne de 64 mètres carrés. Cependant ce cas est le moins fréquent. A l'autre bout, les studios mesurent, en moyenne, 13 mètres carrés. Entre les deux extrêmes, les appartements, chambres et maisons individuelles tournent autour de la moyenne nationale. En général, la surface occupée par ménage augmente avec le quintile de consommation. En effet, si elle est de 24 mètres carrés pour les plus pauvres elle s'élève à plus de 35 mètres carrés pour les plus riches. Le pétrole lampant reste la principale source d'éclairage des ménages puisque huit ménages sur dix l'utilisent. Seulement 13% des ménages ont accès à l'électricité. L'accès à l'eau protégée demeure très faible en milieu rural. En effet, un ménage sur quatre utilise l'eau d'une source non protégée alors que le taux d'accès aux robinets publics y est également faible.

## **13. Avoir**

Les avoirs des ménages constituent des éléments pour la mesure de leur niveau de vie. De plus leur accumulation fait partie de leurs stratégies pour réduire leur vulnérabilité face à des chocs. En moyenne, quatre ménages sur cinq possèdent une maison. Cette proportion atteint 88% à Toliara contre 70% à Antananarivo. Généralement, les ruraux possèdent des maisons plus souvent que les urbains. Moins d'un ménage sur cent possède des téléphones fixes contre 3,7% pour les téléphones portables. Enfin, seulement 0,5% des ménages possèdent des ordinateurs.

Dans l'ensemble, 80,3% des ménages possèdent une maison. Ce taux est plus élevé en milieu rural par rapport aux zones urbaines. La proportion de ménages possédant des téléphones portables est de l'ordre de 3,7%. La durée moyenne de possession des biens immobiliers (de la première acquisition à la date de l'enquête) est de 13 ans. Celle d'appareils électroménagers est de 9 ans. Si l'on regroupe les biens en catégories, 20% des ménages ne possèdent pas de biens immobiliers, 86% ne possèdent aucun appareil électroménager.

## **14. Vulnérabilité et Risques**

Différents types de chocs peuvent affecter les ménages. D'une part, des cataclysmes naturels récurrents affectent des régions de Madagascar et engendrent des répercussions sur le bien-être de la population. Ainsi, des cyclones, inondations, sécheresses peuvent affecter la production agricole. Par ailleurs, d'autres chocs individuels tels que les vols de cheptel, les maladies ont un impact majeur en terme de perte de temps, de coûts médicaux. Enfin, les pertes d'emploi touchent directement les flux de revenus des ménages et leur consommation

Les problèmes économiques tels que la hausse des prix des produits ou l'augmentation générale des prix ont été mentionnés par une grande majorité de ménages. De plus, les problèmes de climat ont été ressentis davantage dans les régions rurales à majorité agricole, puisque près de 60% des ménages les ont cités. Les problèmes d'insécurité tels que les vols de bétail, de récoltes sur pied ou de violence contre des personnes, touchent davantage les campagnes (à 21%) que les villes (15%)<sup>o</sup>. En ce qui concerne les problèmes liés au climat, les cyclones sont les plus cités dans les villes. Ensuite viennent les maladies des plantes sur pied. Par contre en milieu rural, il s'agit en plus et surtout des maladies de bétail et de sécheresse.

Les conséquences des chocs sont variées :

- perte de biens : la diminution des actifs du ménage tels que maisons, cheptel, etc. accroît la vulnérabilité du ménage face à la pauvreté dans le futur ;
- diminution de revenu, par la perte de moyens de production ;
- réduction de la consommation, surtout alimentaire, entraînant des problèmes de santé et de productivité.

## **15. Consommation des ménages**

La consommation par tête moyenne en 2005 se situe à 298 600 Ariary aux prix de 2005. A un niveau de confiance de 95%, son niveau se situe entre 285 648 Ariary et 311 640 Ariary. Ce niveau de consommation moyen est encore inférieur au seuil de pauvreté qui est de 305 344 Ariary. La consommation moyenne en milieu rural est largement inférieure à celle en milieu urbain. En effet, la consommation moyenne en milieu rural ne représente que 67,2% des consommations moyennes des urbains. Par rapport à l'année 2004, les consommations annuelles par tête ont augmenté en terme nominal de l'ordre de 20% en passant de 242 000 Ariary à 252 000 Ariary, mais la grande partie de cette hausse a été érodée par l'inflation pendant l'année 2005 qui était de 18,4%. Aussi, la croissance réelle de la consommation par tête a augmenté de 1,6% en termes réels.

Selon les groupes socio-économiques du chef de ménage, les cadres supérieurs détiennent la plus forte consommation annuelle moyenne avec 1,301 millions d'Ariary par tête. Généralement les exploitants agricoles sont défavorisés avec 274 000 Ariary pour les petits exploitants et 340 000 Ariary pour les grands exploitants. Chez les ménages salariés, la consommation moyenne par tête décroît selon le statut dans l'emploi. En effet, les cadres supérieurs sont les plus aisés, suivis des cadres moyens, des ouvriers et enfin des manœuvres. Chez les exploitants agricoles par contre, les différences entre les consommations par tête moyennes ne sont pas très significatives.

Selon les quintiles de consommation, la répartition de la masse totale de consommations est très inégalitaire. En effet, si les 20% les plus pauvres de la consommation ne consomment que 7,3% de la masse de consommation totale, les 20% les plus consomment quant à eux 44,4% de la consommation totale. Mais entre 2004 et 2005, ce degré d'inégalité a diminué entre 2004 et 2005. Ces proportions étaient de 6,5% et 49,1% en 2004.

## 16. Pauvreté

En 2005, l'incidence de la pauvreté à Madagascar se situe à 68,7%. Le phénomène de pauvreté est plus marqué en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, le taux de pauvreté en milieu urbain est de 52,0% contre 73,5% en milieu rural. Les régions sur la côte Est de l'île sont les plus touchées par la pauvreté. Les taux de pauvreté dans ces régions avoisinent tous les 80%. La région d'Atsimo Atsinanana et de Vatovavy Fitovinany sont les plus touchées dans ces régions avec respectivement des taux de 83,9% et de 80,8%. La région d'Androy aussi souffre considérablement de cette pauvreté avec un taux de 83,3% sur l'ensemble de la région, 82,9% en milieu urbain et 83,4% en milieu rural. Parmi les régions rurales, à part celle d'Analamanga, celles de Boeny et d'Alaotra Mangoro sont les plus favorisées avec respectivement des taux de pauvreté de 62,9% et 52,4%.

La croissance économique survenue entre l'année 2004 et 2005 a profité aussi bien aux ruraux qu'aux individus vivant en milieu urbain. L'incidence de la pauvreté dans l'ensemble a reculé de 72,1% à 68,7% entre 2004 et 2005. L'impact est plus significatif en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, la diminution de l'incidence est seulement de 1,7 points seulement en milieu urbain contre 3,8 points en milieu rural. Cela peut s'expliquer par le fait que les impacts sur les individus vivant en milieu urbain ont été limités par les hausses des prix qui étaient plus significatives en milieu urbain qu'en milieu rural. Par ailleurs, les revenus des urbains qui sont généralement des salariés ont été plus rigides à la hausse par rapport à ceux des ruraux qui ont bénéficié de la hausse des prix aux producteurs des denrées alimentaires.

## 17. Opinion des ménages

En complémentarité avec l'approche consommation, l'approche par opinion permet de saisir d'une façon directe les appréciations et sentiments des ménages concernant leur condition de vie. Son avantage est d'inclure d'une façon implicite les préférences des individus. Ceci n'est pas facile à faire pour l'approche consommation. Par contre, dans les réponses collectées, les références individuelles des enquêtés peuvent ne pas être les mêmes.

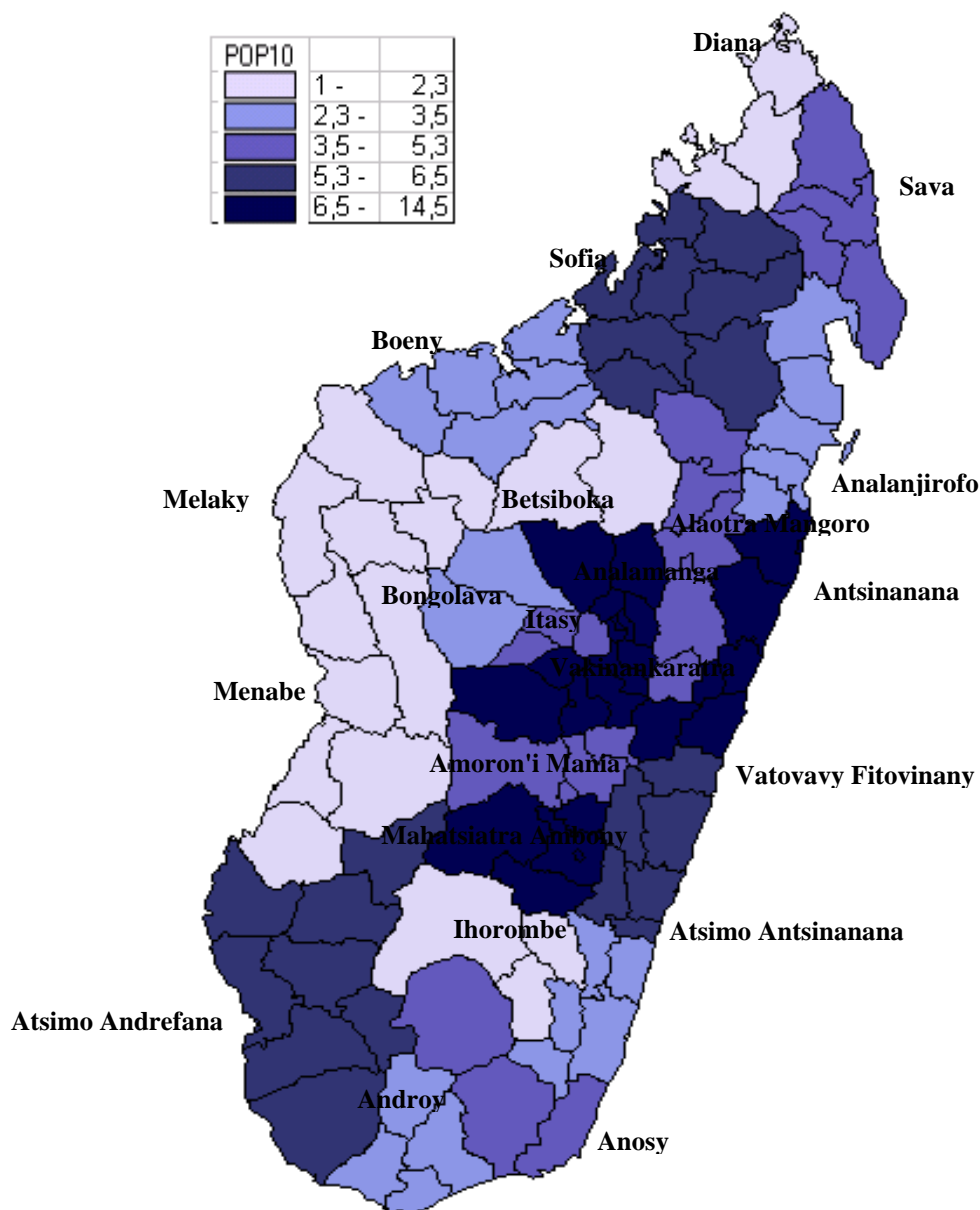
En 2005, 47,7% de la population déclarent être en difficulté contre 0,3% qui ont répondu qu'ils vivent aisément. Si en milieu rural la moitié des individus se sont classés parmi ceux qui sont en difficulté, le taux décroît selon la taille de la localité de résidence pour se situer à 22% dans la Capitale. Les existences et disponibilité des infrastructures et offres de services sont probablement les causes de ce fait.

Les ménages des zones urbaines connaissent mieux le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) que ceux des zones rurales avec des proportions respectives de 27,4% et 9,6%. C'est dans la région d'Analamanga qu'il a été enregistré la proportion la plus importante de 33,1% des ménages ayant déjà entendu parlé du DSRP, contre 1,0% dans la région d'Androy.

La proportion des ménages ayant affirmé être optimistes sur l'avenir du pays augmente avec le quintile de consommation. Il est passé de 25,5% (38,6%) dans le quintile des plus pauvres à 42,2% (54,4%) dans le quintile des plus riches. La proportion de ménage optimiste augmente avec le niveau d'instruction en passant de 23,7% de la population des ménages non instruits à 48,4% dans la population des ménages ayant un niveau d'instruction « supérieur ». Cette tendance a été globalement observée en 2004.

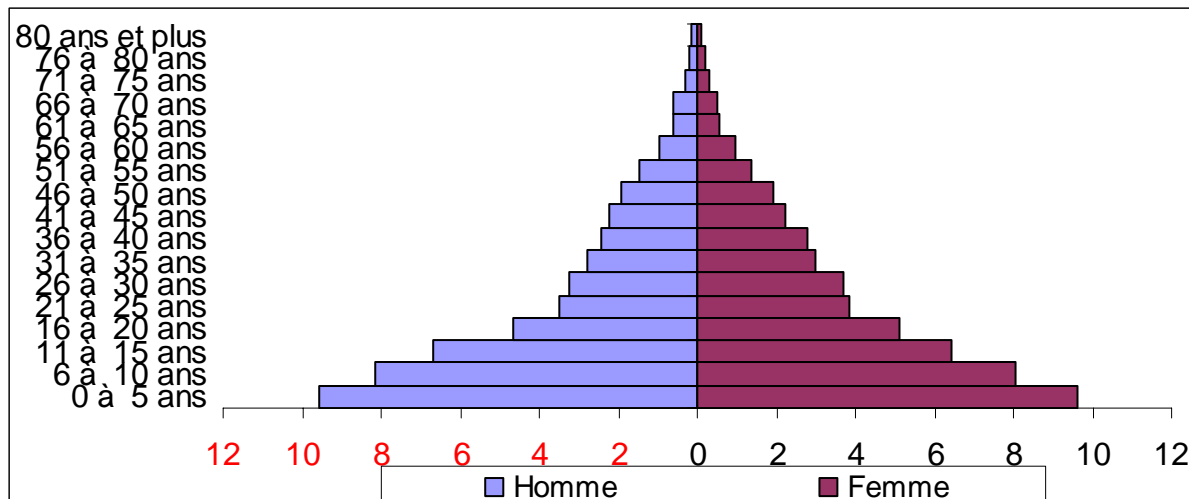
# Carte 1 : Proportion de population par région

Unité: %



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

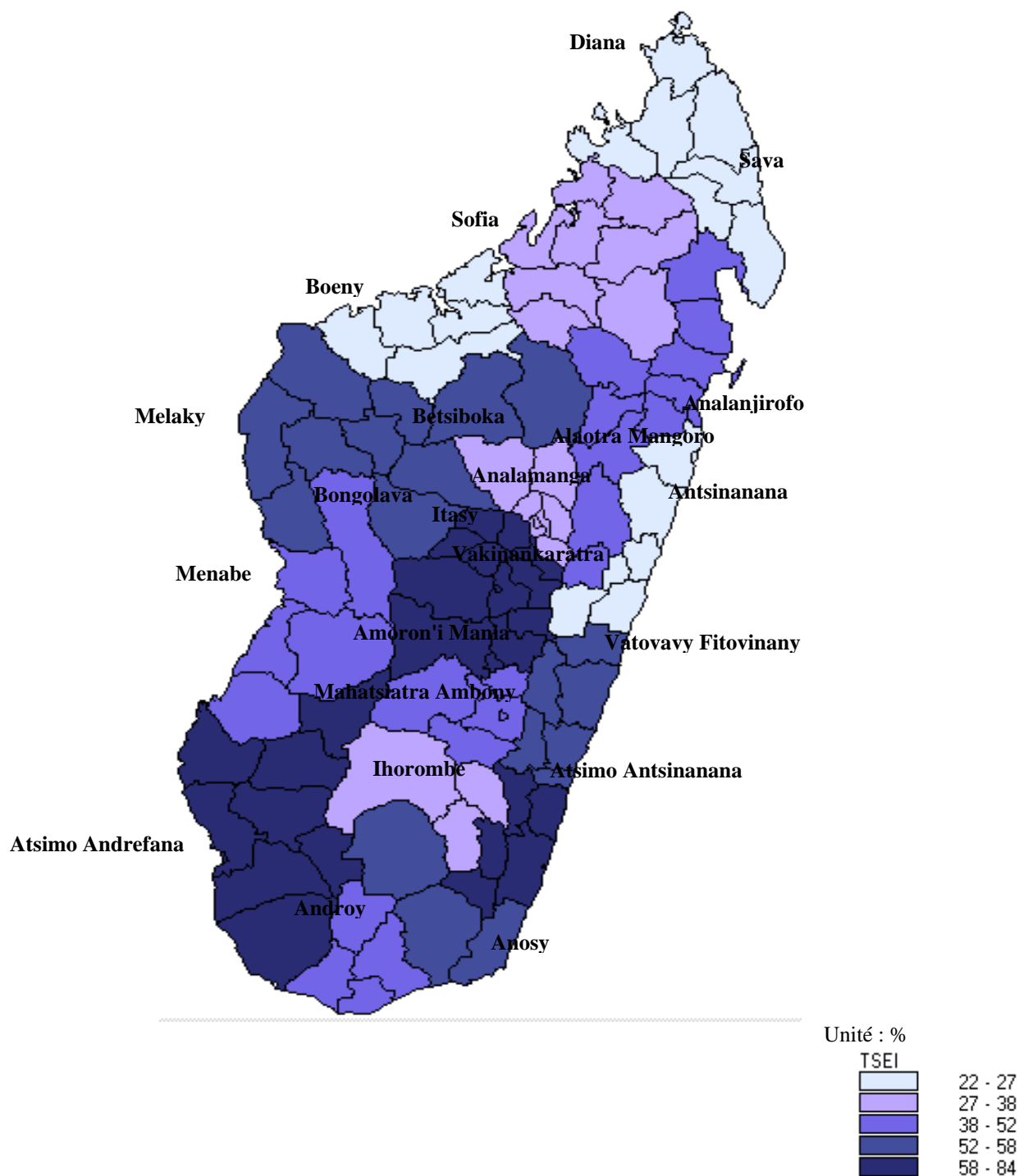
# Graphique 1 : Pyramide des âges en 2004



Source :

INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 2 : Taux de situations d'emploi inadéquat



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 1: Taux d'activité selon l'âge et selon le sexe

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
06-14	12,9	21,3	19,6
15-64	77,9	91,3	88,1
65 et plus	43,3	72,3	65,3
Ensemble	57,6	66,7	64,6

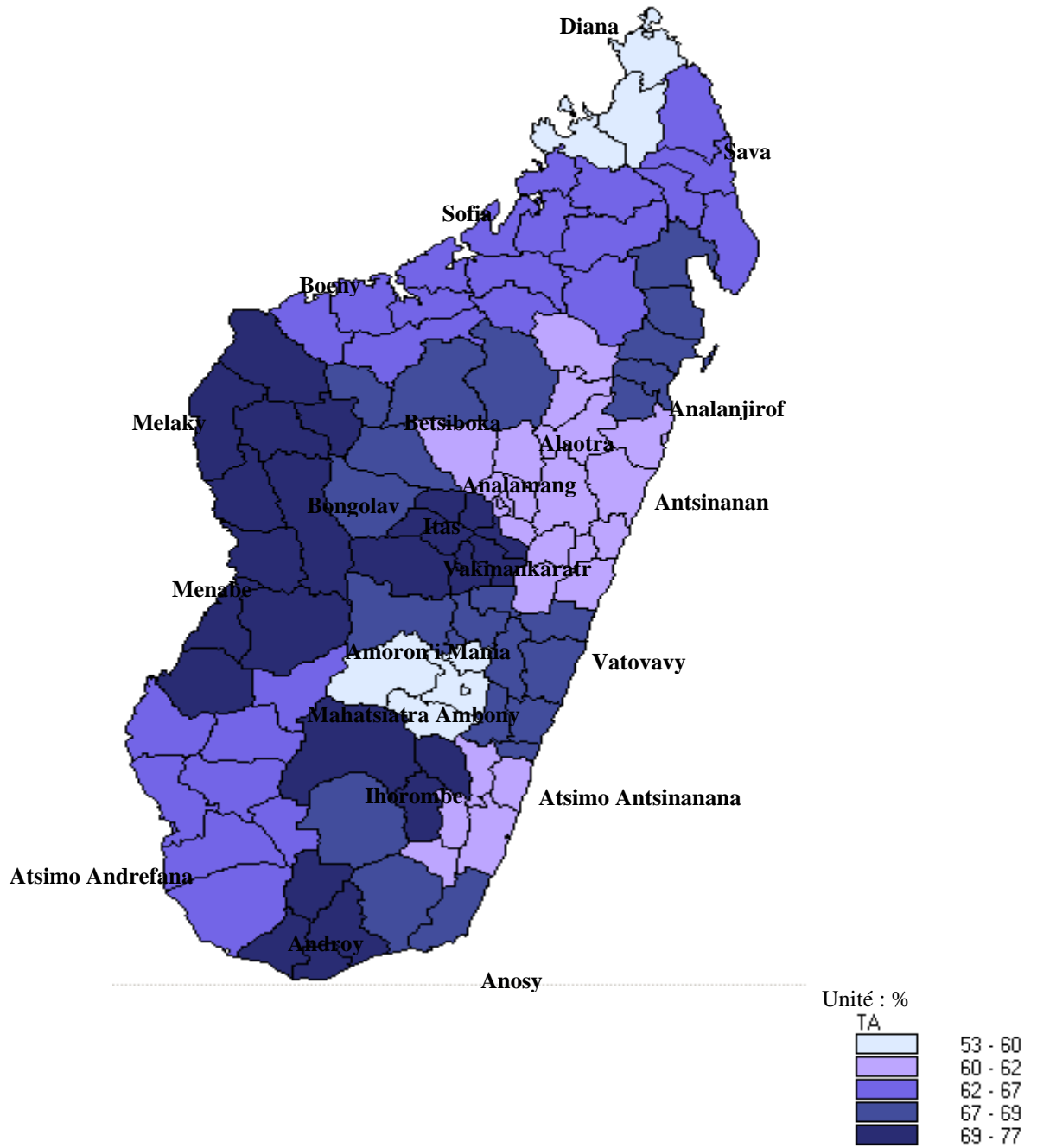
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 2: Salaire moyen, chômage et sous-emploi selon les régions**

	Salaire annuel moyen	Taux de chômage	Sous emploi lié à la durée du travail	Emploi inadéquat
Analamanga	1 319 000	5,1	20,6	27,2
Vakinankaratra	621 000	2,0	44,8	61,8
Itasy	581 000	0,9	34,3	60,8
Bongolava	580 000	3,2	28,1	55,8
Mahatsiatra Ambony	964 000	2,5	21,5	38,5
Amoron'I Mania	398 000	3,4	17,3	84,0
Vatovavy Fitovinany	779 000	1,7	30,9	53,3
Ihorombe	1 085 000	2,0	27,9	28,8
Atsimo Atsinanana	602 000	3,8	32,7	60,3
Antsinanana	1 336 000	3,4	28,0	25,5
Analanjirofo	941 000	2,2	28,7	39,6
Alaotra Mangoro	664 000	2,7	25,9	51,0
Boeni	1 181 000	5,3	17,8	26,5
Sofia	1 031 000	1,1	4,0	30,6
Betsiboka	884 000	1,0	16,7	52,2
Melaky	945 000	1,9	17,7	52,2
Atsimo Andrefana	719 000	1,8	28,9	58,2
Androy	1 005 000	0,9	30,0	40,9
Anosy	901 000	3,6	25,9	53,6
Menabe	1 113 000	3,3	23,0	44,8
Diana	1 097 000	7,6	16,0	23,1
Sava	1 310 000	1,4	24,4	22,4
	991 000	2,8	25,2	42,5

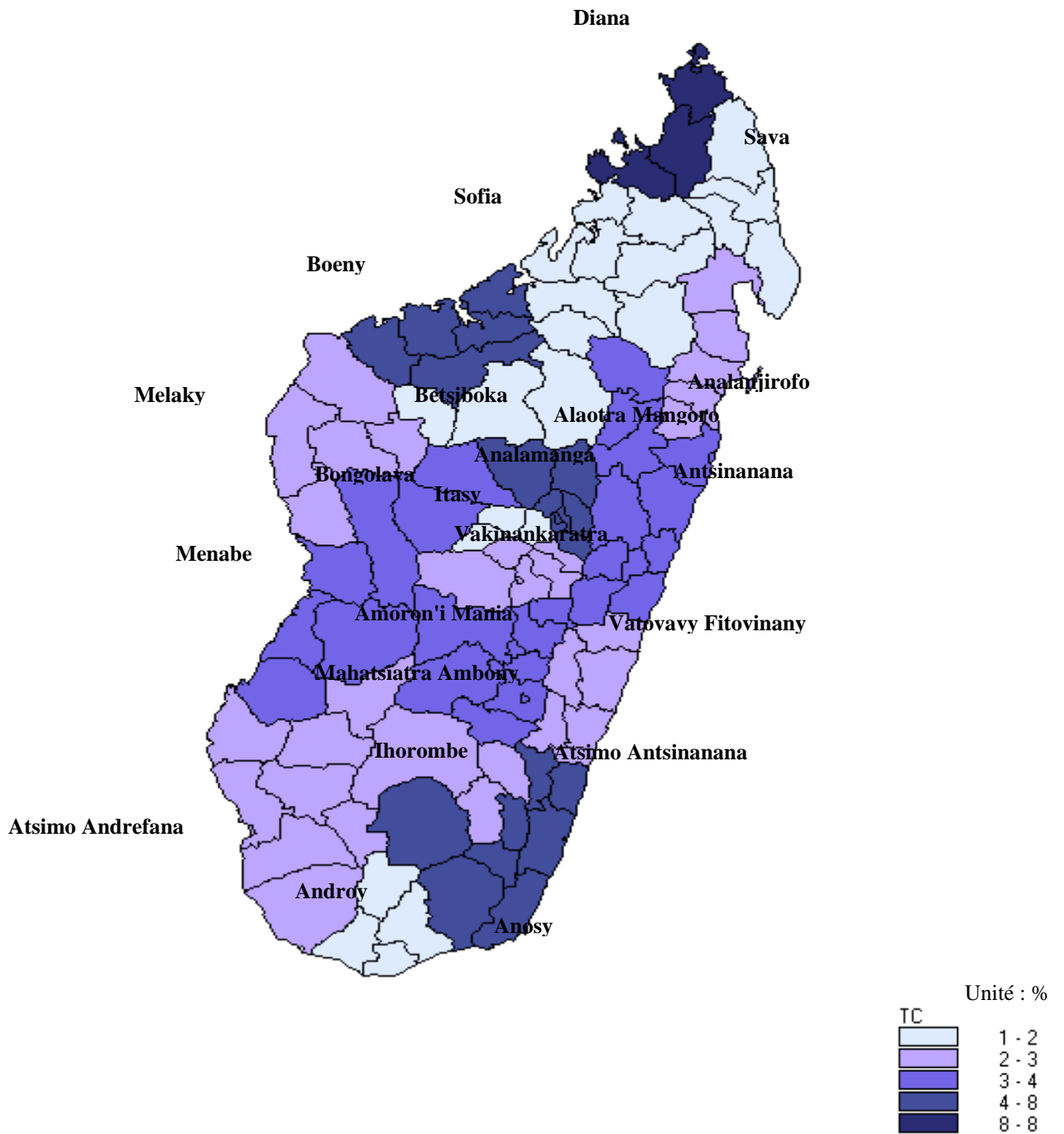
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 3 : Taux d'activité selon la région



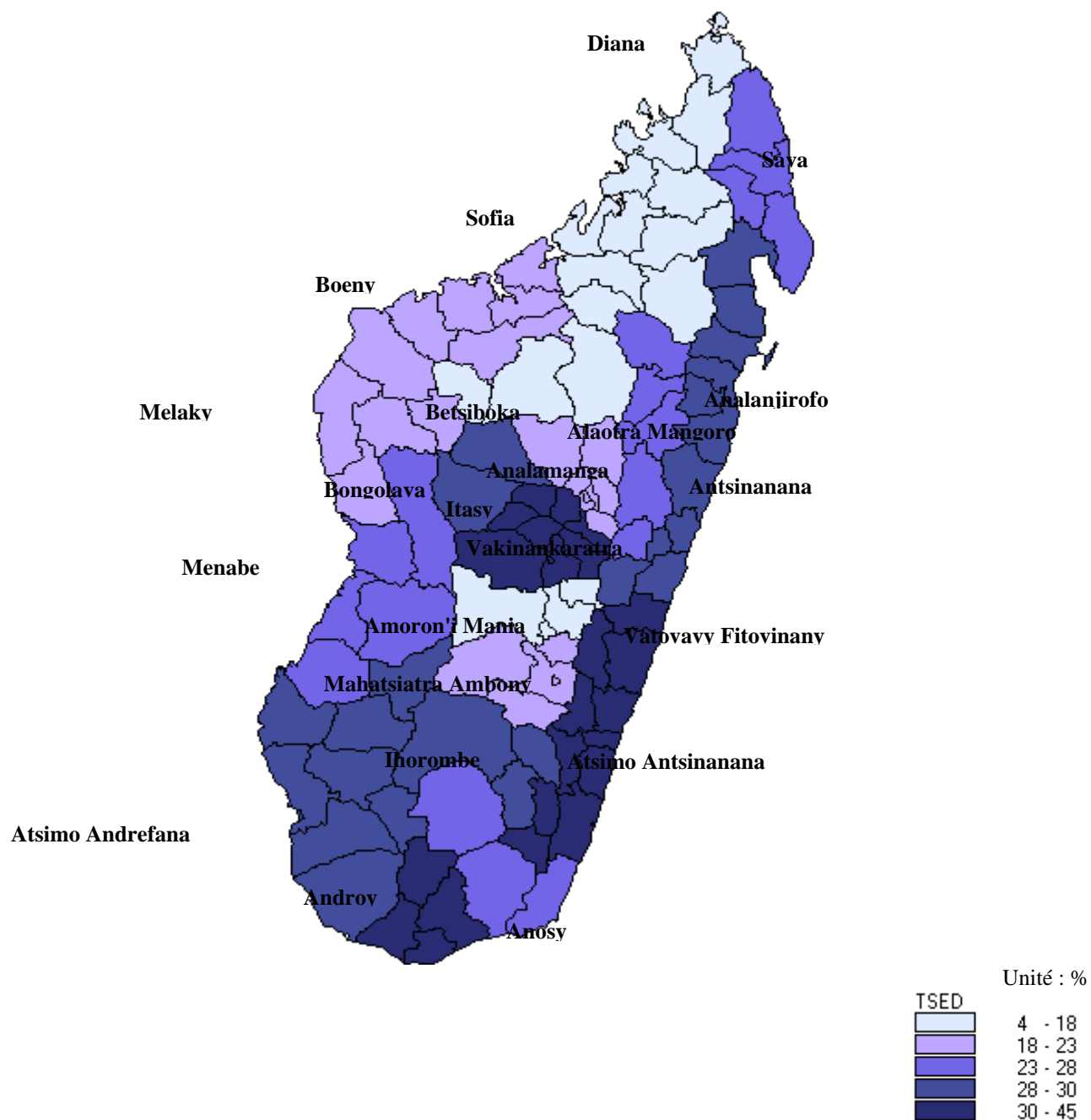
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 4 : Taux de chômage selon la région



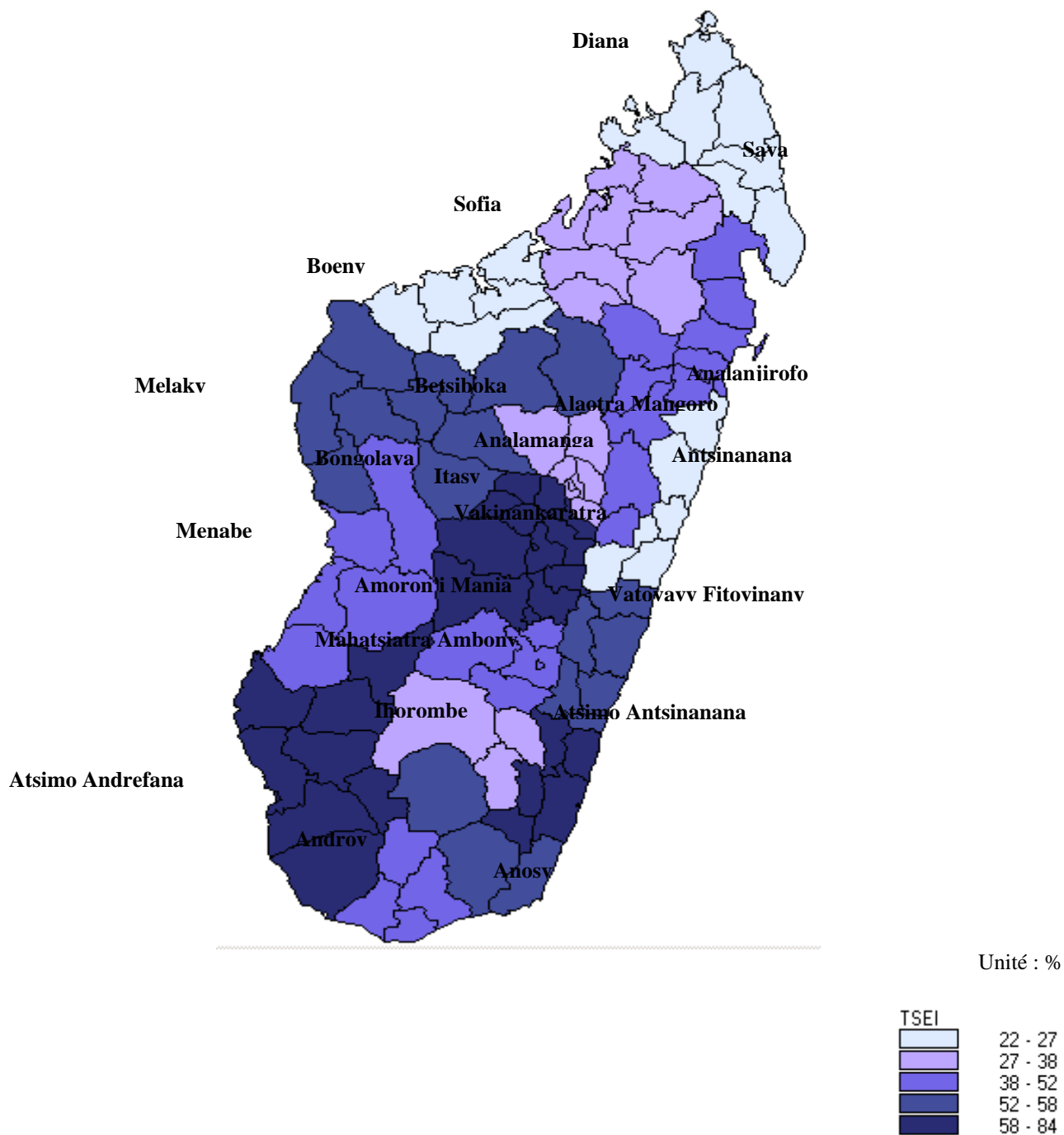
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 5 : Taux de sous-emploi lié à la durée du travail



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 6 : Taux de situations d'emploi inadéquat



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 3: Proportion des ménages ayant des problèmes de sécurisation foncière

	Unité : %
Ne connaissant pas les procédures légales d'acquisition des terrains domaniaux	87,0
Ayant rencontré des problèmes de titrage ou d'établissement de cadastre	9,3
<u>Ayant des problèmes de sécurisation foncière</u>	<u>20,4</u>

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 4 Performances économiques des Entreprises non agricoles**

	Unité: milliers d'Ariary	
	Chiffre d'affaires	Revenu
Primaire	1 397	756
Industrie	2 605	853
Commerce	2 988	889
Transport hôtellerie	4 507	1 859
Autres services	1 621	816
Art et artisanat	522	333
Ensemble	2 095	736

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 5 : Proportion des ménages ayant émis ou reçus des transferts selon le milieu et selon le quintile**

	Unité : %					
	Emis			Reçu		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Les plus pauvres	16,9	21,2	20,6	24,1	21,4	21,8
2 <sup>ème</sup> Quintile	22,2	27,1	26,3	22,0	23,4	23,2
3 <sup>ème</sup> Quintile	24,7	31,2	30,0	27,6	26,3	26,5
4 <sup>ème</sup> Quintile	31,4	30,1	30,4	28,0	27,0	27,2
Les plus riches	39,9	34,6	36,5	35,2	29,8	31,8
Ensemble	31,6	29,3	29,8	29,9	25,9	26,8

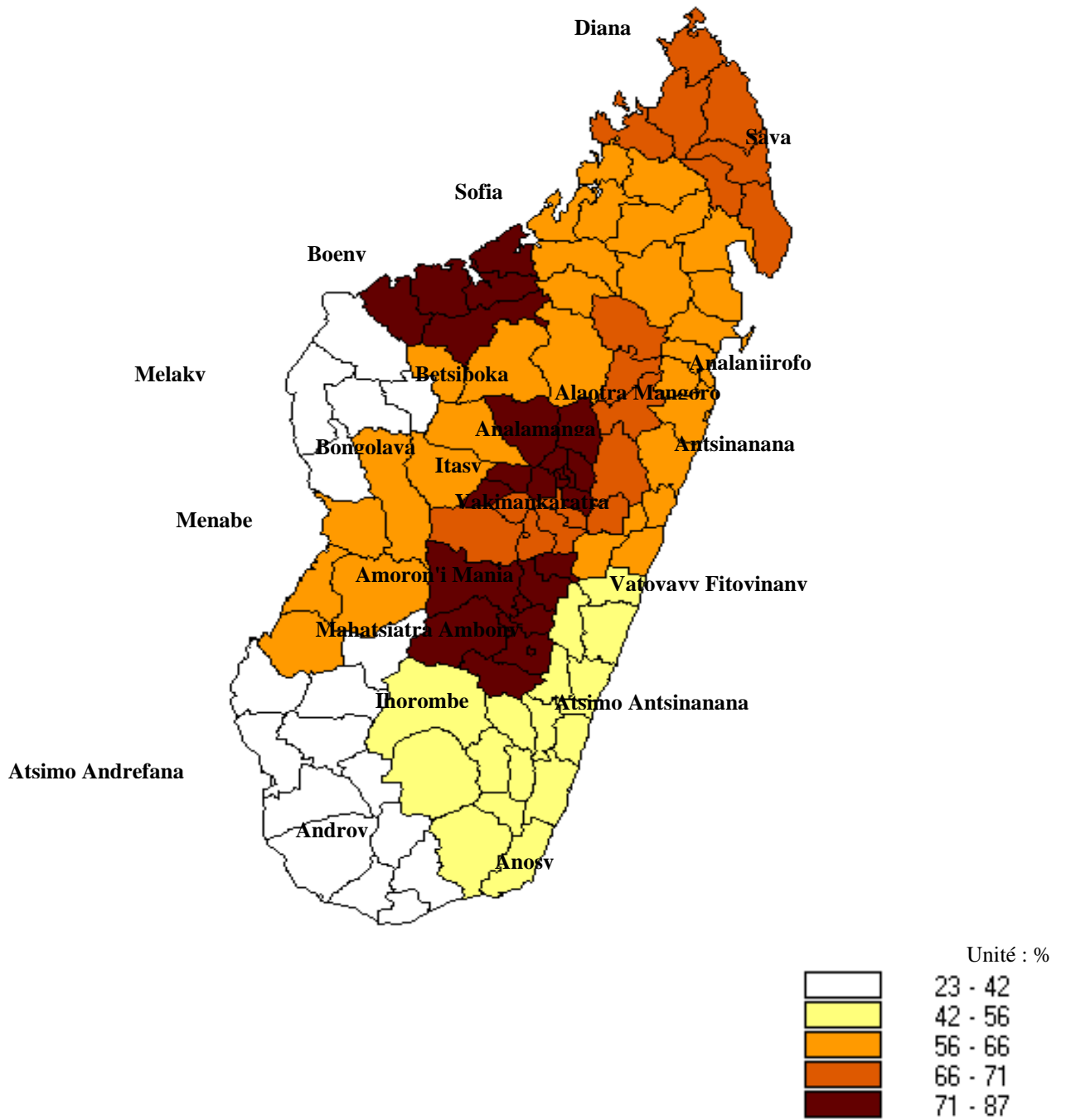
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 6 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre.**

	Unité : %				
	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	Ensemble
Sans instruction	23,8	36,7	32,0	35,7	33,8
Primaire	47,4	54,0	53,6	51,5	52,5
Secondaire	21,7	8,3	11,4	11,1	11,2
Supérieur	7,2	1,0	3,0	1,8	2,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

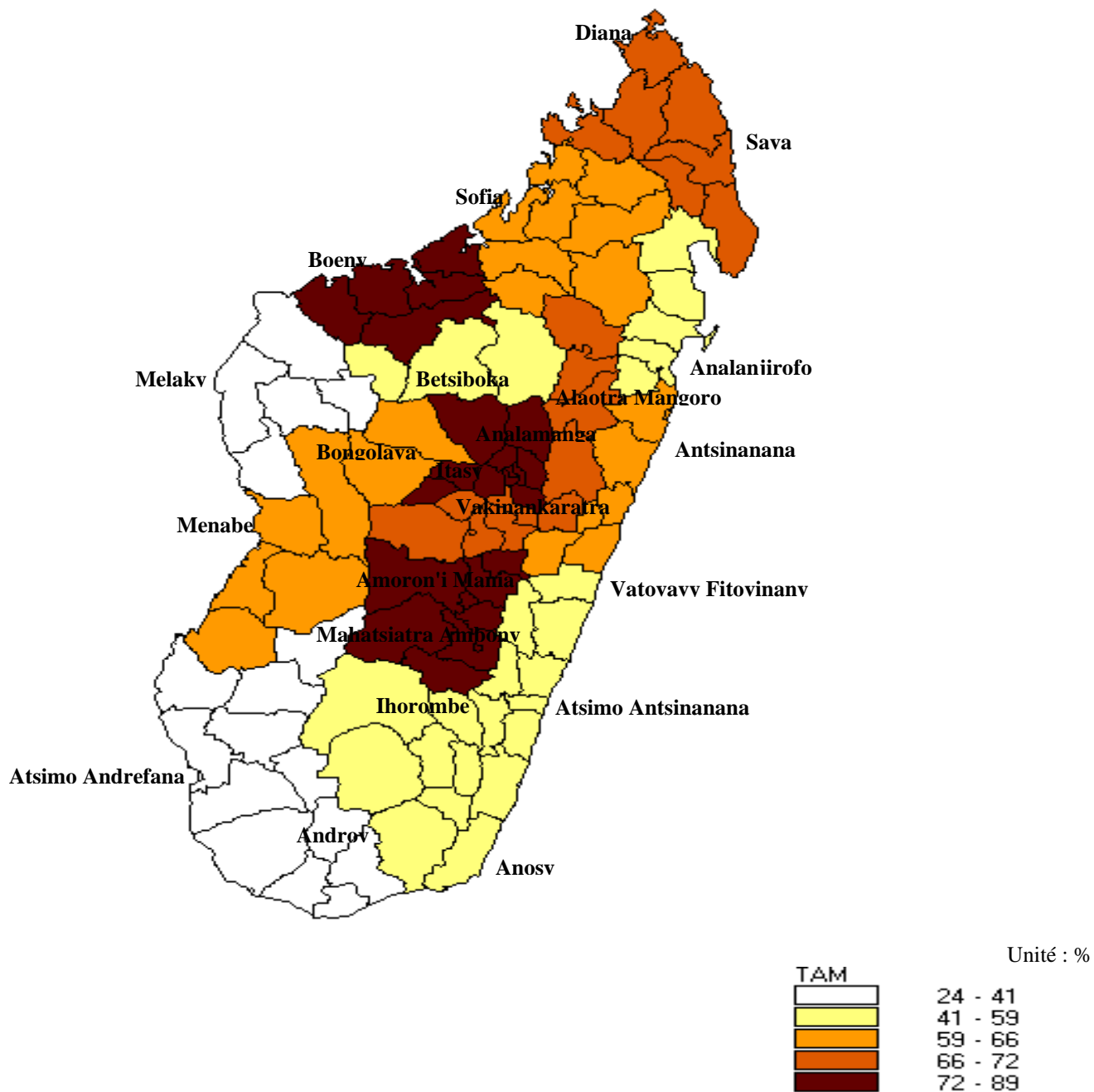
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 7 : Taux d'alphabétisation, par région.



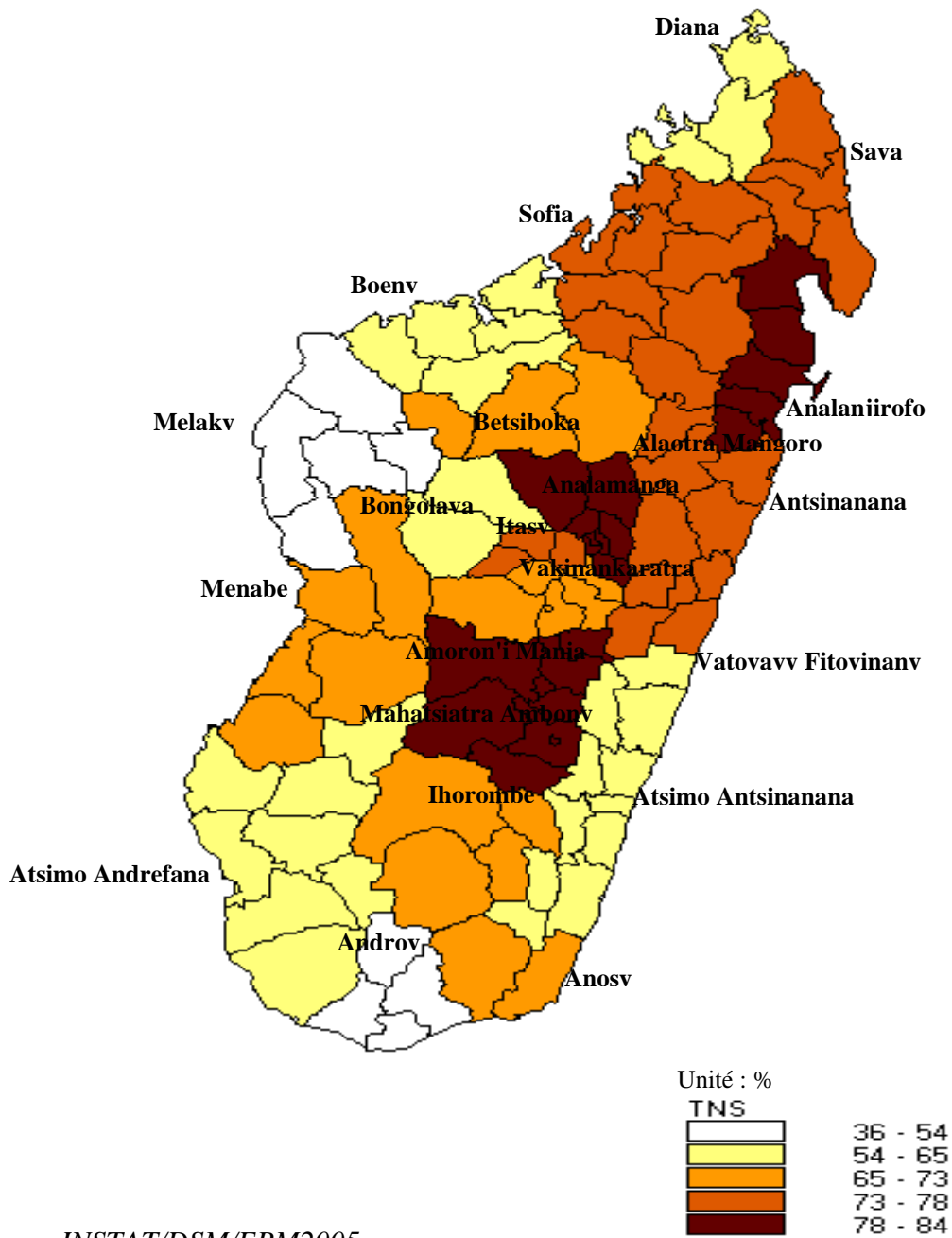
Source : INSTAT/DSM/EPM2005.

Carte 8 : Taux d'alphabétisation, par région ; hommes.



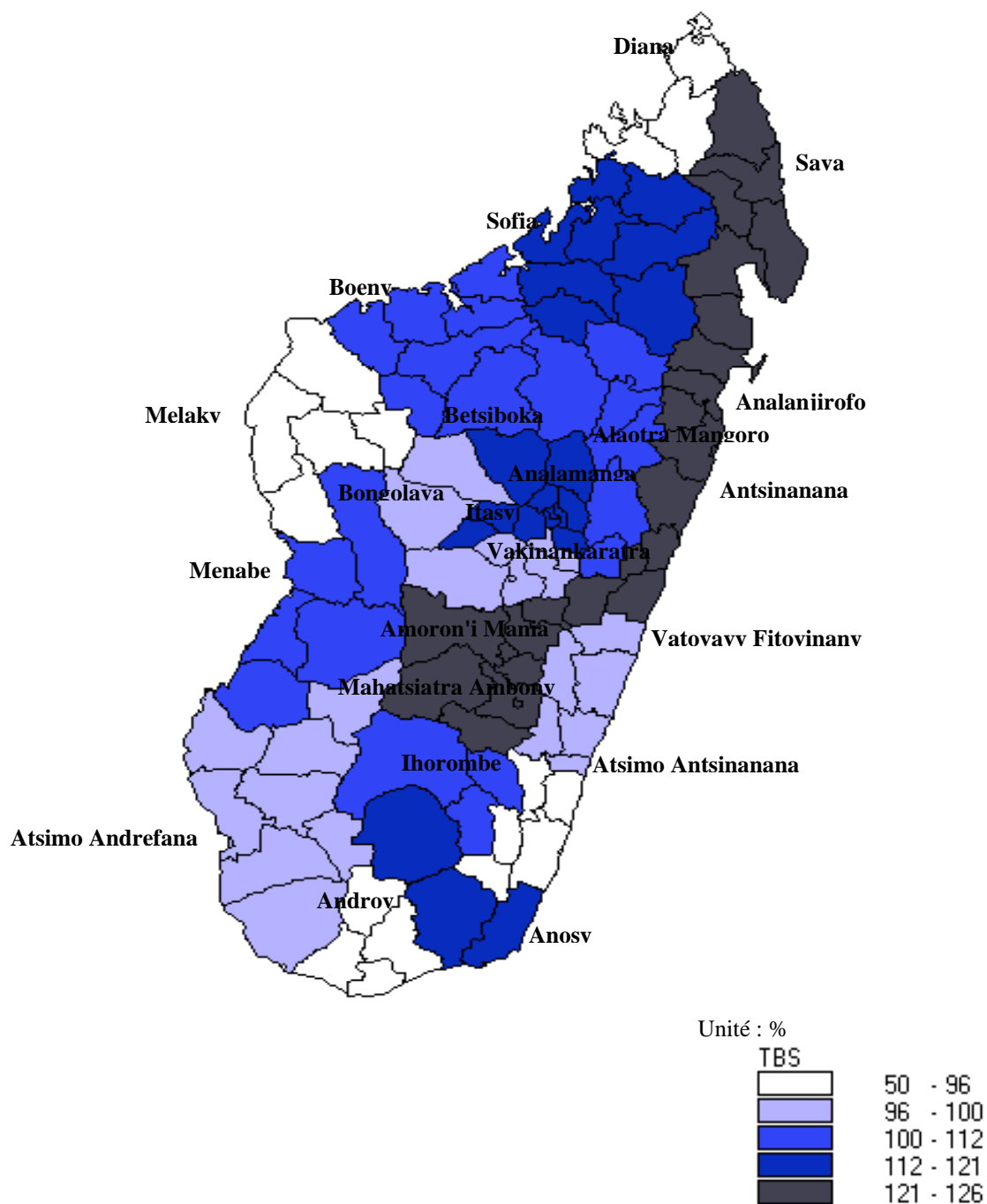
Source : INSTAT/DSM/EPM2005.

Carte 9 : Taux net de scolarisation, par région



Source : INSTAT/DSM/EPM2005.

Carte 10 : Taux brut de scolarisation, par région



Source : INSTAT/DSM/EPM2005.

Tableau 7 : Répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement

	Propriétaire	Locataire	Autre	Total
Capitale	42,9	31,8	25,3	100,0
Grands Centres Urbains	51,5	33,1	15,4	100,0
Centres Urbains Secondaires	75,4	13,9	10,7	100,0
Rural	86,5	3,7	9,8	100,0
Ensemble	81,2	7,8	11,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 8 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par milieu**

	Unité : %				
	Electricité	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Capitale	74,5	17,2	7,3	1,0	100,0
Grand Centre Urbain	71,0	25,4	3,4	0,2	100,0
Centre Urbain Secondaire	23,3	72,4	3,7	0,6	100,0
Rural	3,3	92,5	2,7	1,5	100,0
Ensemble	13,3	82,2	3,1	1,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 9 : Répartition des ménages selon la source d'eau à boire, par milieu**

	Unité : %				
	Capitale	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Plomberie intérieure	2,5	2,6	1,4	0,8	1,0
Robinet intérieur	9,1	14,6	5,6	2,9	4,1
Robinet privé extérieur	3,2	9,5	4,1	0,5	1,5
Robinet public	79,5	35,7	25,8	12,4	19,4
Puits avec pompe	1,0	14,8	3,0	3,6	3,8
Puits sans pompe recouverts	3,5	10,8	9,7	8,8	8,7
Source protégée ou couverte	0,0	2,2	1,6	2,5	2,2
Autre source, non protégée	1,2	9,8	48,8	68,5	59,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 10 : Taux de possession de certains biens.**

	Unité : %
Maisons	80,3
Machines à coudre	11,0
Radios	34,0
Appareils TV	11,3
Cyclomoteurs / Vélomoteurs	1,6
Bicyclette	18,1
Téléphones portables	3,7
Ordinateurs	0,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 11 : Proportion de ménages ne possédant pas certains types de bien**

	Unité : %
Immeuble	19,7
Meubles	0,2
Appareils électroménagers	86,3
Appareils audiovisuels	42,1
Voiture	99,1
Bicyclettes /Cyclomoteurs	81,3
Equipements agricoles	21,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 12 : Proportion de ménages touchés par différents types de problèmes**

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Climat ou environnement	35,1	59,3	53,6
Problèmes d'insécurité	15,0	20,8	19,4
Problèmes de santé	12,6	13,3	13,1
Problèmes économiques	88,8	81,6	83,3
Autres problèmes	1,8	1,6	1,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 13 : Proportion de ménages ayant été touchés par des problèmes liés au climat ou à l'environnement, par province, en milieu rural**

	Unité : %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Cyclones	10,4	8,0	7,5	0,0	50,2	18,0	11,8
Inondation	4,6	4,1	24,7	10,0	3,2	8,1	8,8
Sécheresse	4,6	22,3	2,6	4,0	35,8	0,0	12,6
Pluie tardive	4,2	12,5	0,0	8,3	18,8	13,2	8,1
Pluie prématurée	3,7	0,0	5,7	0,0	1,3	22,3	3,8
Invasion acridienne	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	0,0	0,7
Feux de forêt ou de brousse	2,4	0,4	5,4	7,5	3,8	0,0	3,0
Maladies de plantes sur pied	4,7	17,7	8,1	2,5	35,4	12,9	13,0
Maladies de produits stockés	0,0	3,0	0,0	0,0	4,9	0,0	1,5
Maladies de bétail	6,5	21,5	29,2	4,3	22,1	8,0	16,8
Routes vers les marchés impraticables	0,0	4,9	13,6	6,8	8,7	0,0	5,6
Autres problèmes de climat	14,0	17,2	0,0	2,8	0,0	0,0	7,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 14 : Proportion de ménages ayant subi certaines conséquences des problèmes de climat**

	Unité : %.						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
<u>Perte de biens</u>	13,7	14,9	14,4	20,2	28,3	31,7	19,5
<u>Diminution de revenus</u>	49,8	58,0	51,5	44,0	58,3	38,3	53,2
<u>Réduction de la consommation</u>	69,6	70,8	65,4	75,0	82,1	48,3	72,4
<u>Consommation de produits moins nutritifs</u>	49,8	53,0	48,5	58,7	60,6	35,1	53,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 15 : Répartition des ménages selon le type de stratégie adoptée, face aux chocs**

	Unité : %.
a travaillé plus	40,9
a emprunté	1,4
a vendu des actifs	9,8
a réduit la consommation alimentaire	33,0
n'a rien fait	14,1
autres	0,7
Ensemble	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 16: Evolution des consommations par tête par province et milieu**

EPM 2005 résultats provisoire

page 19 de 19

Unité : Ariary de 2004

	Madagascar		Urbain		Rural	
	2 004	2 005	2 004	2 005	2 004	2 005
Madagascar	<b>248 000</b>	<b>252 000</b>	<b>331 000</b>	<b>339 000</b>	<b>225 000</b>	<b>228 000</b>
Antananarivo	295 000	298 000	415 000	391 000	246 000	257 000
Fianarantsoa	176 000	209 000	220 000	250 000	167 000	201 000
Toamasina	296 000	242 000	298 000	310 000	296 000	226 000
Mahajanga	214 000	266 000	297 000	355 000	193 000	241 000
Toliara	231 000	219 000	276 000	278 000	218 000	204 000
Antsiranana	269 000	274 000	370 000	437 000	248 000	244 000

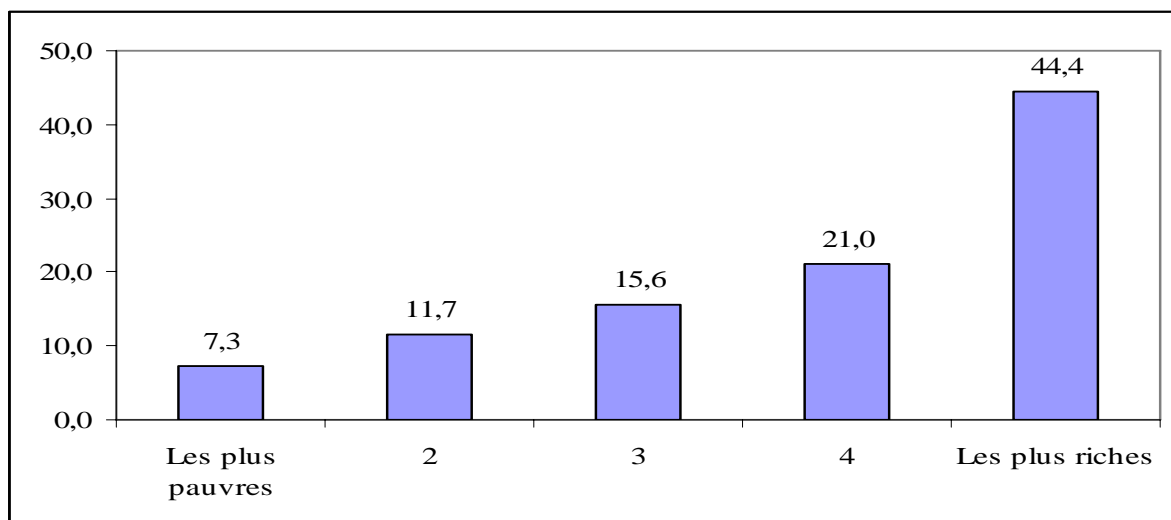
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 17 : Consommation annuelle par tête selon le GSE du chef de ménage**

	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Ensemble
Cadre supérieur	1 301 000	421 000	1 046 000
Cadre moyen ou agent de maîtrise	575 000	413 000	502 000
Ouvrier ou salarié qualifié	470 000	387 000	433 000
Ouvrier non qualifié	361 000	301 000	329 000
Manœuvre	243 000	239 000	240 000
Stagiaire rémunéré	417 000	290 000	368 000
Indépendant	443 000	296 000	367 000
Chômeur	491 000	249 000	388 000
Inactif	495 000	273 000	395 000
Petit exploitant agricole	274 000	239 000	242 000
Moyen exploitant agricole	279 000	268 000	269 000
Grand exploitant agricole	340 000	315 000	318 000
Pêcheur	825 000	1 034 000	984 000
Autre	387 000	340 000	365 000
Ensemble	401 000	270 000	299 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Graphique 2 : Répartition de la masse de consommation par quintile**



Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 18 : Intervalle de confiance des incidences de la pauvreté selon les strates en 2005**

Unité: en %

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
URBAIN	52,0	2,02	48,0	55,9	4,241876
RURAL	73,5	1,14	71,2	75,7	6,085741
Ensemble	68,7	1,04	66,7	70,8	5,9458

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 19 Sensibilité des indicateurs par rapport aux variations des seuils**

Unité en %

	P0	P0 à 90% du seuil	P0 à 110% du seuil
Urbain	52,0	45,8	58,4
Rural	73,5	66,3	79,3
<b>Ensemble</b>	<b>68,7</b>	<b>61,8</b>	<b>74,7</b>
	P1	P1 à 90% du seuil	P1 à 110% du seuil
Urbain	19,3	14,4	24,8
Rural	28,9	21,9	36,5
<b>Ensemble</b>	<b>26,8</b>	<b>20,2</b>	<b>34,0</b>

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 20 Indicateurs de pauvreté "extrême" (par rapport à 75% du seuil)**

Unité en %

	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
<b>P0_75</b>					
Urbain	35,8	1,748	32,4	39,2	3,4421
Rural	53,3	1,549	50,3	56,4	8,8642
<b>Ensemble</b>	<b>49,5</b>	<b>1,289</b>	<b>46,9</b>	<b>52,0</b>	<b>7,8336</b>
<b>P1_75</b>					
Urbain	8,3	0,530	7,2	9,3	3,6365
Rural	12,9	0,592	11,7	14,0	12,2954
<b>Ensemble</b>	<b>11,9</b>	<b>0,481</b>	<b>10,9</b>	<b>12,8</b>	<b>10,8143</b>

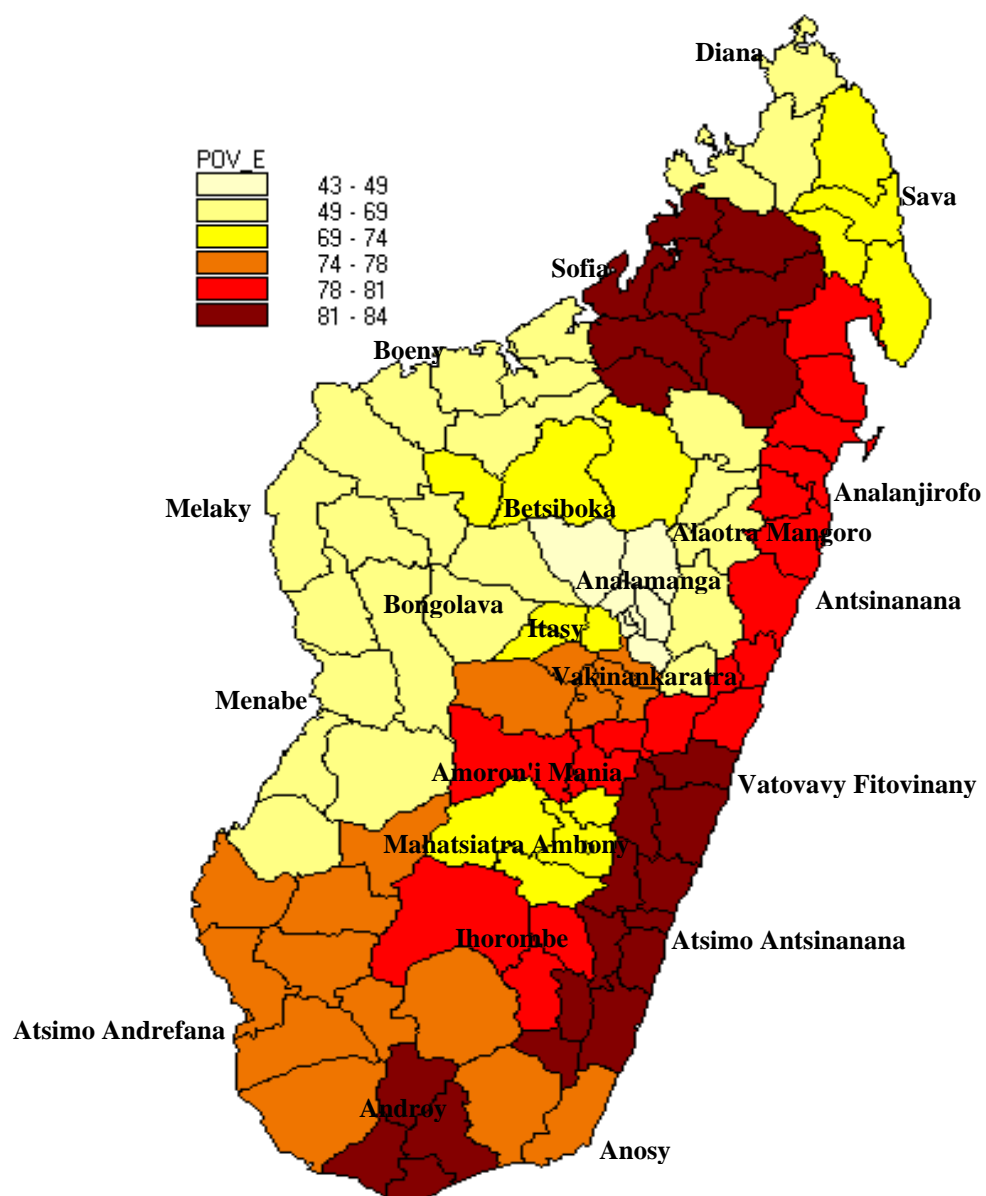
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

**Tableau 21 Projections des évolutions du ratio de pauvreté**

Scénario 1	Croissance annuelle des consommations de 5% chez les ménages pauvres											
	Croissance démographique annuelle de 3% chez les ménages pauvres contre 2% pour les non pauvres											
	Milieu	<b>2005</b>	2006	2007	<b>2008</b>	2009	<b>2010</b>	2011	<b>2012</b>	2013	2014	<b>2015</b>
	Urbain	<b>52,0</b>	51,7	51,0	<b>50,5</b>	49,9	<b>49,3</b>	48,9	<b>48,4</b>	48,0	47,7	<b>46,6</b>
	Rural	<b>73,5</b>	73,3	72,5	<b>72,0</b>	71,5	<b>70,8</b>	70,2	<b>69,7</b>	69,0	68,0	<b>67,4</b>
Ensemble	<b>68,7</b>	68,6	67,8	<b>67,3</b>	66,8	<b>66,0</b>	65,5	<b>65,0</b>	64,4	63,5	<b>62,9</b>	
Scénario 2	Croissance annuelle des consommations de 7% chez les ménages pauvres											
	Croissance démographique annuelle de 2,8% pour tous les ménages											
	Milieu	<b>2005</b>	2006	2007	<b>2008</b>	2009	<b>2010</b>	2011	<b>2012</b>	2013	2014	<b>2015</b>
	Urbain	<b>52,0</b>	49,9	48,4	<b>46,5</b>	45,1	<b>43,6</b>	41,8	<b>39,9</b>	38,5	36,8	<b>35,0</b>
	Rural	<b>73,5</b>	71,7	69,7	<b>67,3</b>	65,2	<b>63,0</b>	60,9	<b>59,0</b>	56,7	54,5	<b>52,3</b>
Ensemble	<b>68,7</b>	66,9	65,0	<b>62,7</b>	60,8	<b>58,8</b>	56,7	<b>54,8</b>	52,7	50,6	<b>48,5</b>	
Scénario 3	Croissance annuelle des consommations de 8% chez les ménages pauvres											
	Croissance démographique annuelle de 2% pour tous les ménages											
	Milieu	<b>2005</b>	2006	2007	<b>2008</b>	2009	<b>2010</b>	2011	<b>2012</b>	2013	2014	<b>2015</b>
	Urbain	<b>52,0</b>	49,0	46,2	<b>44,2</b>	41,4	<b>38,7</b>	36,0	<b>33,6</b>	30,1	28,2	<b>25,6</b>
	Rural	<b>73,5</b>	70,5	67,1	<b>63,7</b>	60,2	<b>57,2</b>	53,7	<b>49,9</b>	45,9	42,5	<b>38,7</b>
Ensemble	<b>68,7</b>	65,8	62,5	<b>59,4</b>	56,1	<b>53,1</b>	49,8	<b>46,3</b>	42,4	39,4	<b>35,9</b>	

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 11 : Incidence de la pauvreté selon les régions



Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Ce Policy Brief a été préparé par la DSM/INSTAT. Il sera disponible sur le site web: [www.instat.mg](http://www.instat.mg)  
Contact: INSTAT tél 22 216 52, e-mail: [dginstat@wanadoo.mg](mailto:dginstat@wanadoo.mg)